

Chèr(e) camarade, chèr(e) collègue,

2020 arrive, avant 2021, 2022... Si la section a toujours été active, elle a, actualité chargée oblige, atteint les cadences infernales en cette année 2019. Dès le 17 janvier, et l'envahissement du CTL, les agents exigeaient des réponses aux questionnements sur le devenir de leurs missions et l'arrêt de la baisse des effectifs... Numéro 1 ne savait rien sur rien, alors qu'il rencontrait, avec ses pairs, le ministre DARMANIN et le Directeur Général pour mettre en place le Nouveau Réseau de Proximité ! À beau mentir qui vient de loin...



Mais, à l'heure de la communication « H24 », il devient malaisé de tromper le « petit peuple ». Cet échange eut le mérite de donner le ton à une année qui s'annonçait déjà comme un tournant sociétal sur fond de destruction et de piétinement des conquies des travailleurs par les gouvernants et leurs affidés.



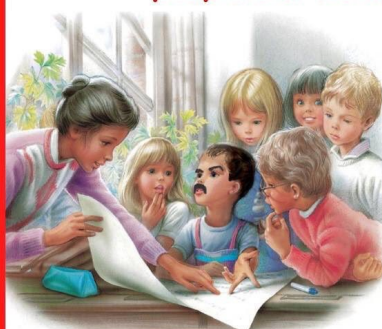
Le 5 février, l'appel local de la CGT à la grève « journée DGFIP morte », initiative confédérale relayée par l'intersyndicale nationale Solidaires/CGT/FO, nous amenait à « décorer » le parvis de la cité administrative et regroupait pêle-mêle des revendications sur l'augmentation des rémunérations, une réforme de la fiscalité sur une base de justice sociale, une amélioration du statut des travailleurs, etc...

Puis ce fut le mois de mars et l'alerte générale prémonitrice sonnée par l'intersyndicale Solidaires/CGT/FO/CFDT/CFTC les 14, 19 et 28 mars. Pendant des semaines, dans le cadre d'un front uni de l'intersyndicale du département, la section s'est démenée, jour après jour, soirée après soirée, pour alerter les agents, les élus, les usagers, la presse, du cataclysme à venir. Le six juin, le cauchemar pris des formes plus concrètes à l'annonce, par notre Directeur Général et le Ministre DARMANIN, de la destruction du réseau local de notre administration, initialement intitulée « géographie revisitée ».

Le combat était de tous les instants : stratégie à mettre en place, collègues à reconforter et à défendre, visite des services à assurer. Il fallait être partout, ce qui a parfois fait grincer des dents des collègues qui ne comprenaient plus l'absence du bureau des délégués syndicaux.

Si l'assassin habite rue de Bercy et ses complices 15 rue du 26^{ème} Régiment d'Infanterie, il a fallu œuvrer avec nos faibles moyens en égrainant les preuves accablantes qui désignent les seuls responsables de la dégradation des services, du malaise ambiant, de la détresse de nombreux collègues, tous grades et toutes filières confondus.

martinez
prépare la manif



Candidat honteux ou clandestin à toutes les expérimentations, Numéro 1 et sa garde prétorienne ont prouvé à toutes et tous qu'ils étaient champions pour botter en touche. Que ce soit, entre autres, pour le Secrétariat Général Commun (avec les services de la Préfecture), l'abandon des missions comme la suppression du numéraire en trésorerie et l'externalisation des paiements en espèces. Ils sont, en revanche, victimes d'un sérieux blocage psychologique pour dire non aux fossoyeurs des Finances Publiques.

Quand la loyauté laisse la place au dévoiement et au carriérisme sur le dos des personnels, il faut arriver à se regarder dans la glace. Si certains Numéro 1 admettent, du bout des lèvres, faire désormais ce qu'ils veulent dans la comédie des CAP, ils ne tenteront pas moins de rester bonhomme devant les agents pour leur faire croire qu'ils les comprennent et les écoutent. Par le passé, des fonctionnaires ont osé dire non au pouvoir en place quand il trahissait la République. Mais, ça, c'était avant.

Les événements de l'année et ce que l'on nous promet pour le futur montrent sans ambiguïté que les collègues du département ont eu raison de se mobiliser, de faire grève massivement et régulièrement, d'être à nos côtés pour s'opposer à ceux qui leur font de beaux sourires pour fourguer leur lot de désolation... Désolation promise à tout un chacun avec le projet de destruction du système des retraites actuel et qui doit nous amener, toutes et tous à prendre nos responsabilités et le chemin de la lutte par la grève. Il n'existe pas d'autre choix à notre disposition !!!
 La CGT, c'est certain, ne se résignera pas à obtenir des lots de consolation. Le recul social ne se négocie pas, il se combat !!!!

La Commission Exécutive locale



BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :
 Service : N° de tél :
 Grade : Echelon :
 Temps partiel % : OUI NON